

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le 09/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **MESSER FRANCE SAS**

Avenue Paul Girod  
73400 Ugine

Références : 20230606-RAP-InspectionMESSER-V2  
Code AIOT : 0010700307

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2023 dans l'établissement MESSER FRANCE SAS implanté Avenue Paul Girod 73400 Ugine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MESSER FRANCE SAS
- Avenue Paul Girod 73400 Ugine
- Code AIOT : 0010700307
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société MESSER est implantée sur la commune d'Ugine. Elle fabrique et fournit des gaz industriels à la société UGITECH voisine et notamment :

- de l'oxygène pour les fours, la décarburation de l'acier, et l'oxycoupage ;
- de l'azote et de l'argon pour l'inertage et l'AOD.

Le site est implanté dans l'emprise de l'usine UGITECH, en bordure de l'Arly.

L'unité de production est basée sur le principe de la distillation fractionnée de l'air pour produire de l'azote, de l'oxygène et de l'argon.

MESSER dispose, sur le site d'Ugine, de 10 réservoirs de stockage :

- 1 réservoir d'oxygène gazeux (152 m<sup>3</sup>) ;
- 4 réservoirs d'oxygène liquide (100,5 m<sup>3</sup>, 50 m<sup>3</sup>, 50 m<sup>3</sup>, 20 m<sup>3</sup>) ;
- 1 réservoir d'azote gazeux (105 m<sup>3</sup>) ;
- 2 réservoirs d'azote liquide (19,9 m<sup>3</sup>, 50 m<sup>3</sup>) ;
- 2 réservoirs d'argon liquide (50 m<sup>3</sup>, 32 m<sup>3</sup>).

Les deux réservoirs de stockage d'oxygène liquide de 50 m<sup>3</sup> sont horizontaux ; les autres réservoirs sont verticaux. Selon les déclarations de l'exploitant, le site est classé SEVESO SEUIL BAS pour le stockage d'oxygène (> 200 tonnes).

L'objet de la visite fut de contrôler dans quelles mesures l'exploitant a intégré dans ses procédures, et, en particulier dans son POI, les mesures réglementaires issues du retour d'expérience des deux accidents de Lubrizol (2013 et 2019) rassemblées notamment dans l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement et les préconisations de l'avis du ministère en charge de l'environnement (DGPR) du 1<sup>er</sup> décembre 2022.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Présence d'un POI et test	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 4eme alinea	/	Sans objet
2	Test du POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69	/	Sans objet
3	Formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 - 3e alinea	/	Sans objet
4	Contenu du POI 1/4	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/	Sans objet
5	Contenu du POI 1/4	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 5eme alinea	/	Sans objet
6	Correspondance POI – EDD	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'un POI cohérent avec les dispositions réglementaires, notamment l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

**L'exploitant devra tester également son POI en 2023 avec un scénario accidentel propre à son site.**

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Présence d'un POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 4eme alinea
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Présence d'un POI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023
<b>Constats :</b> Le site dispose d'un POI dont la dernière mise à jour date d'août 2019. Il est en cours de révision pour prendre en compte les dispositions POST-LUBRIZOL : l'exploitant a contracté avec le groupe SECHE qui s'engage à intervenir sur le site en moins de 6 heures pour déployer les moyens répondant à cette exigence réglementaire (voir les autres constats).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Test du POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Test du POI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. Dans le cas où le plan d'opération interne n'a pas fait l'objet d'un test dans les trois dernières années, un exercice est organisé au plus tard le 1er septembre 2023.
<b>Constats :</b>  Un exercice PPI a eu lieu le 24 juin 2021 sur le site voisin d'UGITECH (feu sur un bâtiment connexe).  Il a été l'occasion de mettre en œuvre les procédures internes de MESSER, notamment sur la mise à l'abri des personnes.  <u><b>L'exploitant devra tester également son POI en 2023 avec un scénario accidentel propre à son site.</b></u>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 - 3e alinea
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
<b>Constats :</b> 4 salariés sont formés (habilitations électriques, risques chimiques, secouriste, équipements sous pression, utilisation des EPI, ESI et ARI, sûreté). Ils sont susceptibles d'assurer les astreintes du site. L'exploitant a présenté les attestations de formation et notamment un tableau de suivi qui permet de prévenir tout manquement.  Ces quatre salariés sont susceptibles de déclencher les mesures d'urgence et d'assurer la liaison avec les autorités.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 4 : Contenu du POI</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu d'un POI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021</p> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;</p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p> <p>e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p> <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;</p> <p>h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;</p> <p>i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p> <p>j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.</p>

<b>N° 4 : Contenu du POI</b>
<p><b>Constats :</b> Les personnes habilitées à déclencher les procédures d'urgence sont identifiées. Les numéros d'urgence (SAMU, SMUR, gendarmerie, préfecture, Ugitech...) figurent dans le POI. Le POI prévoit deux entrées :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. les situations vues par du personnel UGITECH (essentiellement hors heures ouvrées) ;</li> <li>2. les situations vues par le personnel MESSER.</li> </ol> <p>Un logigramme permet d'identifier le rôle (quand et qui prévenir, recueil des informations, évaluation de la situation, gestion de la situation) de chacun et la chaîne d'alerte.</p> <p>Un formulaire permet de guider le(s) primo-intervenant(s) dans l'évaluation de la situation. Cette bonne pratique permet de prévenir tout oubli.</p> <p>MESSER a mis en place une grille de lecture qui permet de caractériser rapidement la gravité de l'évènement (Incident, Alerte ou Crise). En fonction de cette caractérisation, les actions à mettre en œuvre sont bien identifiées avec, pour chacune, le bon échelon à intégrer dans la gestion de crise (du local au national).</p> <p>MESSER a mis en place un système d'accueil "sécurité" pour les entreprises extérieures (plan de prévention, autorisation de travail,...). Les consignes de sécurité sont affichées sur le site. Ces consignes permettent de définir les bons réflexes, de localiser les moyens d'extinction (extincteurs, poteaux incendie), de connaître rapidement les numéros de téléphone utiles, les points de rassemblement, les lieux de stockage des masques de fuite, de la pharmacie,...</p> <p>Elles rappellent également les consignes en cas de sirène sur le site UGITECH et notamment la conduite à tenir en cas de fuite d'acide fluorhydrique.</p> <p>Le recours à des moyens publics (SDIS notamment) se ferait via le responsable sécurité de UGITECH.</p> <p>Pour guider les services de secours, MESSER mettrait à disposition des intervenants un plan de circulation sur lequel figurent les points de rassemblement des véhicules d'intervention, les accès (principal et secondaire, les zones à risque, les poteaux incendie,...). Ces services seraient pris en charge au niveau du poste d'accueil de UGITECH.</p> <p>Un plan de masses permet également de localiser les potentiels de dangers. Un second plan permet de faire la correspondance entre ces potentiels et les phénomènes dangereux correspondants de l'étude de dangers.</p> <p>Une procédure de janvier 2023 définit les mesures à mettre en œuvre pour prévenir l'extension des pollutions en cas de sinistre (barrages flottants, rideaux d'eau, pompes,...).</p> <p>Pour répondre aux exigences de remise en état, MESSER a contracté avec le groupe SECHE qui s'engage à mettre en œuvre sur le site en moins de 6 heures les moyens demandés dans la réglementation post-Lubrizol (voir aussi le constat suivant).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 5 : Contenu du POI</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 5eme alinea
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu du POI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise;</li> <li>• les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li> <li>• les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> <li>• les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le contrat passé le 1<sup>er</sup> février 2023 avec le groupe SECHE : ce dernier s'engage (avec une astreinte 24-7-365) à projeter sur site les moyens de prélèvements, de conservation, et d'analyse rapide d'échantillons (eau-air-sol) en moins de 6 heures. SECHE (Urgences Interventions) intervient depuis la phase de crise ou de dépollution in situ jusqu'au transport et au traitement des déchets en filière agréée, selon les cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- traitement physico-chimique (Trédi Hombourg et Sotrefi) ;</li> <li>- incinération (Trédi Salaise, Trédi Saint-Vulbas, Trédi Strasbourg) ;</li> <li>- évapo-incinération (Triadis Rouen, Trédi Strasbourg) ;</li> <li>- destruction des gaz, déchets PCB (Trédi Saint-Vulbas) ;</li> <li>- stockage (SECHE à Changé) ;</li> <li>- stockage des déchets non dangereux ;</li> </ul> <p>en garantissant la traçabilité (Bordereaux de Suivi des Déchets).</p> <p>La société dispose des moyens pour sécuriser la zone impactée, confiner les pollutions et maîtriser les risques pour l'environnement et les intervenants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• prévention des pollutions liées à des déchets dangereux (huiles, hydrocarbures, PCB, produits chimiques, déchets dangereux liquides, solides ou pâteux, solvants...);</li> <li>• gestion des déchets souillés par des hydrocarbures ;</li> <li>• mise en sécurité des déchets à risque explosif ou pyrotechnique présentant un risque pour les personnels intervenant sur la zone ;</li> <li>• confinement des déchets d'amiante ;</li> <li>• gestion des bouteilles de gaz identifiées ou non (en sarcophage avant transfert vers la filière de traitement).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Correspondance POI – EDD**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu d'un POI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
<b>Constats :</b> Les mesures permettant de prévenir l'extension de pollutions en cas d'accident (barrages, inhibiteurs...) sont déjà prévues dans le POI du site.  Pour ce qui relève du nettoyage après accident, l'exploitant s'appuie sur les prestations de SECHE évoquées au constat précédent.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet